



FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

PROJET P<sup>3</sup>

# LE FRET SNCF N'EST PAS À VENDRE !

## LA DIRECTION BAFOUE L'INSTANCE PLÉNIÈRE DU CE FRET

**Une nouvelle fois, la direction retombe dans ses travers et refuse de présenter aux élus du CE Fret une énième restructuration concernant la direction Fret Charbon Acier (DFCA), qui n'est que le préluce de la restructuration de Fret SNCF.**

**La direction minimisant le faible impact des suppressions d'emplois (-17), refuse la mise en œuvre d'un processus d'information/consultation lors de la séance plénière de ce jour.**

**Ce projet d'envergure, concernera plus de 300 cheminots sur les 1200 que compte aujourd'hui Charbon Acier.**

Les élus du comité considèrent que ce projet est important et doit être soumis à une procédure d'information et de consultation au titre de l'article L2323-29 du code du travail.

En effet, la Direction Fret Charbon Acier Nord-Pas-de Calais Lorraine a engagé un processus d'information et de consultation d'une instance temporaire de coordination des CHSCT à propos d'un projet important intitulé « Projet P<sup>3</sup> : Performance du Pilotage et de la Production ».

Nous ne pouvons que constater que ce projet, qui ne concerne pas moins de 7 CHSCT, n'a fait l'objet d'aucune information-consultation du CE Fret.

C'est illégal au regard du code du travail.

C'est la conception du dialogue social qui prévaut désormais dans cette entreprise.

La direction voudrait faire croire aux représentants du personnel que son projet ne concernerait que 305 agents sur les 1040 que comporte la DFCA, alors même qu'elle en modifie en réalité toute l'organisation hiérarchique.

La Direction Fret Charbon Acier indique dans son projet constater des dysfonctionnements.

Nous citons, pêle-mêle : « une ingénierie trop éloignée des réalités du terrain et sans boucle d'amélioration », « une production qui ne répond plus aux exigences de qualité des clients », « une organisation qui comporte trop de niveaux hiérarchiques ».

Oui, nous le répétons ici, l'avenir du fret ferroviaire public en termes d'efficacité économique et environnementale réside dans sa capacité à traiter des flux de moyenne, voire de petite taille, et de les rassembler dans des trains massifiés.

La production ferroviaire nécessite donc de traiter le drainage des territoires et leur mise en réseau par un système d'acheminement massif entre les différentes régions françaises et européennes.



Nous considérons que l'entreprise s'est trop éloignée des attentes des chargeurs, que la qualité du service rendu aux usagers du service public ferroviaire de fret se dégrade et que l'organisation, à ses rangs les plus élevés, est désormais totalement déconnectée des enjeux du développement socio-économique des territoires.

Nous ne saurions accepter que la réponse à la situation soit le saucissonnage de la Direction Déléguée Production en 7 ateliers de production autonomes, première étape d'une vente à la découpe du fret public à des investisseurs privés !

Il faut optimiser tous les maillons et lever les contradictions entre les uns et les autres. Or, la logique du projet semble être à nouveau d'instiller une pseudo-concurrence entre nos propres entités.

Nous ne saurions accepter que la réponse à la situation soit l'accroissement de la polyvalence, l'augmentation de la charge de travail avec la suppression de 17 postes, le burn-out annoncé des Dirigeants de Proximité et la mise en danger des agents du Fret, malmenés depuis plus de dix ans par la réduction des effectifs et les réorganisations en série.

Nous ne saurions accepter que la direction prétende répondre à la situation en déployant brutalement, et sans le dire, la méthode « lean » avec l'appui de son spécialiste « Belles Usines ».

Le projet arrivant à une étape de son développement permettant à la direction d'envisager son déploiement en début d'année 2018, il y a urgence à mettre en place le calendrier d'information/consultation du CE FRET sur ce dossier P<sup>3</sup>.

Il est d'ailleurs notable que les élus du CE FRET furent informés du projet uniquement à travers les questions des délégations, d'interpellation dans les déclarations liminaires des OS et grâce à la vigilance des élus du personnel sur le terrain.

**La Fédération CGT dénonce avec force la stratégie globale de la direction SNCF qui vise à affaiblir le Service Public ferroviaire et redit qu'elle mettra tout en œuvre, avec les cheminots, les usagers, les chargeurs, afin de stopper la fuite en avant orchestrée depuis des années.**

